

OFF THE MAP

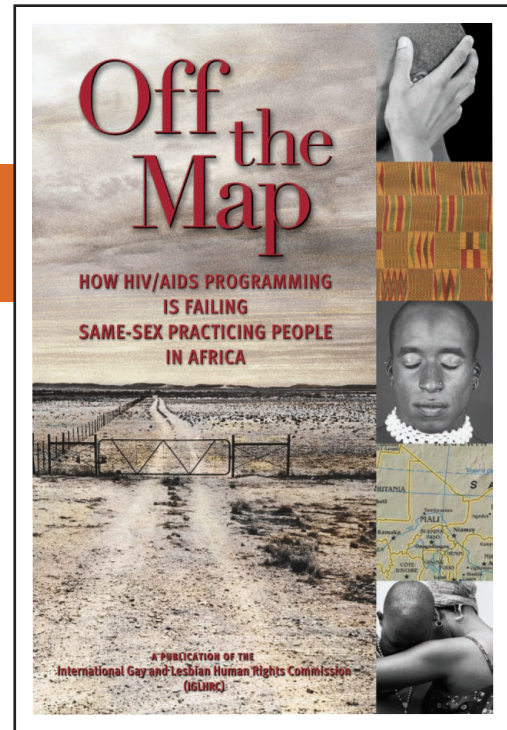
Les programmes VIH/SIDA en Afrique et l'invisibilité des personnes Ayant des Relations Sexuelles avec des Personnes du Même Sexe

Résumé sommaire

Off the Map explore la façon dont les gouvernements, ainsi que les programmes internationaux et locaux de lutte contre le SIDA, opèrent la négation des droits humains fondamentaux des personnes ayant des pratiques homosexuelles en Afrique. Il montre comment le désir sexuel entre personnes du même sexe a été ignoré et criminalisé en Afrique, et examine le noyau de connaissances existant, fondamental bien que peu approfondi sur la transmission homosexuelle du VIH et l'impact de VIH dans les communautés LGBT sur le continent.

Le rapport montre comment l'homophobie, le déni de l'homosexualité et les législations qui criminalisent les relations consentantes entre personnes du même sexe continuent à rendre encore moins visibles les questions liées à la transmission du VIH entre ces personnes, et à limiter de manière drastique l'accès de ces personnes aux services VIH.

L'IGLHRC présente un ensemble de recommandations détaillées à l'attention des gouvernements africains, des donateurs étrangers, des organisations non gouvernementales internationales et locales.



Des vies invisibles

Bien qu'elle ne compte que 10% de la population mondiale, l'Afrique abrite 60% des personnes infectées par le VIH dans le monde, soit 25 millions d'individus. Cette pandémie a transformé le paysage socio-économique et politique du continent. Les conséquences sont encore plus rudes pour les populations LGBT (lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres) qui sont décimées avec une vitesse et une force qui rappellent la situation tragique de la communauté homosexuelle à New York, San Francisco et quelques villes européennes dans les années 1980.

Près d'un quart de siècle après la découverte de cette épidémie, un mur de silence entoure encore la condition des homosexuels face au SIDA. Ce silence constitue un obstacle significatif dans la lutte contre la maladie. Trop peu de recherches ont été menées sur les moyens de transmission du virus, mais certaines, menées au Sénégal, au Ghana et au Kenya, indiquent que le taux d'infection par la maladie est particulièrement élevé dans le rang des hommes homosexuels au regard du taux de personnes atteintes au sein de la population dans son ensemble.

S'agissant des lesbiennes africaines, même si le taux de personnes atteintes par le virus peut paraître faible en comparaison des femmes hétérosexuelles, il reste néanmoins étonnamment élevé.

La vulnérabilité des hommes et des femmes ayant des relations sexuelles avec des personnes du même sexe résulte d'un ensemble de violations des droits de l'homme et d'inégalités sociales qui augmentent le risque d'infection au VIH. La discrimination anti-gay alimente l'épidémie du VIH/SIDA en Afrique au-delà des limites que les moyens de la lutte contre l'épidémie permettent de tracer.

Malgré l'évidente progression du besoin d'intervention pour les personnes homosexuelles atteintes de la maladie, persiste une pénurie de prévention, de dépistage, de traitements ou des programmes de soin pour les homosexuels et peu encore pour les lesbiennes. À moins qu'il n'y ait une augmentation spectaculaire des ressources affectées à cette crise, l'écart entre les fonds nécessités pour africain homosexuel et ceux qui lui sont effectivement alloués sera de un à cent.

Sans attention immédiate et particulière portée à cette crise des droits de l'homme, les efforts pour combattre cette épidémie resteront vains. Selon le docteur Dela Attipoe, du Programme de Contrôle du SIDA/VIH/IST National du Ghana, le manque d'attention à l'égard des communautés homosexuelles et lesbiennes pourrait « *anéantir les progrès obtenus dans le cadre de la lutte contre le SIDA* »

Pourquoi y a-t-il en Afrique si peu d'interventions en faveur des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes? Pourquoi si peu de financements, tant de la part de sources domestiques qu'internationales, en faveur d'interventions VIH/SIDA à l'attention des

hommes et des femmes ayant des rapports sexuels avec des personnes du même sexe ? Pourquoi les besoins de santé des femmes ayant une sexualité avec d'autres femmes sont-ils complètement ignorés par les politiques travaillant sur le VIH, mais aussi par les fonds d'intervention, les organismes de mise en pratique, et les organisations communautaires?

Il ressort un certain nombre de réponses troublantes à ces questions :

La stigmatisation homophobe et le déni ont relayé le problème de la transmission du virus entre partenaires de même sexe au second plan. Les besoins des homosexuels et lesbiennes africains sont issus d'une cartographie que le gouvernement et la société civils ont élaboré pour guider les institutions nationales et régionales vers une stratégie VIH.

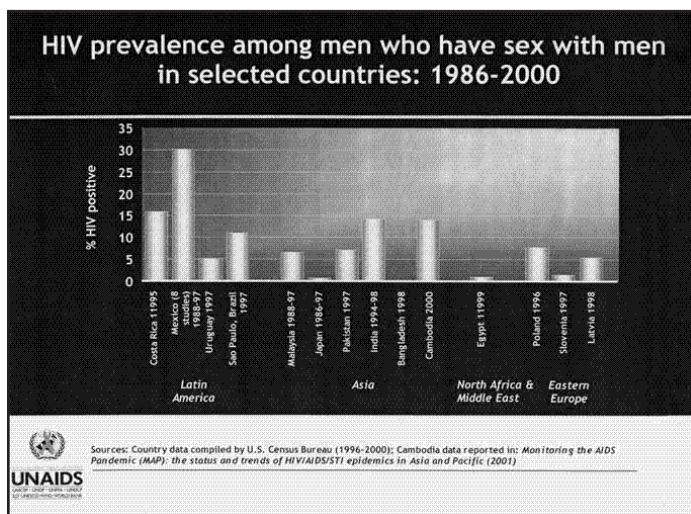
Les politiques internationales élaborées par des donateurs étrangers, tels que les Etats-Unis, dans une optique restrictive quant à la reproduction pour des raisons de santé publique, compromettent les droits sexuels de chacun. Beaucoup de ces politiques stigmatisent l'homosexualité et promeuvent une vision dogmatique et conservatrice concernant les meilleures pratiques dans la prévention du VIH.

Les Organisations Non Gouvernementales internationales et locales font état d'un paradoxe patent concernant les besoins des homosexuels et lesbiennes africains. Certains font preuve d'une homophobie flagrante dans leurs programmes de lutte contre le VIH/SIDA, tandis que d'autres sont gênés par leur capitulation de préemption aux ordres du jour sociaux ou conservateurs des gouvernements africains et de ceux de la politique de financement restrictive des Etats-Unis.

La plupart des organisations de défense des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels (LGBT) en Afrique n'ont pas encore développé de compétences ni de ressources suffisantes pour promouvoir efficacement l'accès à des services liés au VIH et aux autres problématiques de santé que ces populations rencontrent. L'absence d'espace public empêche la promotion de cet accès et les violations des droits de l'homme qui y sont afférentes d'être mis en lumière.

Principales recommandations:

Pour remédier à cette situation qui constitue un danger non seulement pour les minorités sexuelles mais aussi pour la population en général –une partie des MSM (Men who have Sex with Men) sont des hommes mariés ou ayant des relations sexuelles avec



Où est l'Afrique ?

des femmes- le rapport de l'IGLHRC recommande aux gouvernements africains d'harmoniser les législations nationales avec les lois internationales protégeant les droits de l'homme et des minorités sexuelles, mais aussi de poursuivre les auteurs d'attaques physiques ou verbales, d'expulsions et d'autres formes de harcèlement contre ces minorités.

Le document recommande également aux gouvernements d'établir des relations directes avec les associations de défense des droits sexuels pour améliorer la prévention de l'infection et l'accès aux soins et de mettre à la disposition des tout détenus des préservatifs et lubrifiants.

S'adressant au gouvernement américain, le donateur le plus important dans le domaine de VIH/SIDA, le rapport exhorte les autorités à « stopper l'exportation de l'homophobie en supprimant les restrictions sur les subventions internationales liées à la santé reproductive, qui aggravent la stigmatisation contre les minorités sexuelles ».

Les bailleurs de fonds, ajoute le rapport, devraient s'assurer qu'ils augmentent les financements accordés à des gouvernements ou des organisations prêts à mettre en place des programmes destinés aux minorités sexuelles, tandis que les organisations sur le terrain doivent s'assurer que ces minorités ne sont pas exclues des messages et des programmes d'éducation sur le VIH/SIDA.

IGLHRC appelle les états d'Afrique à :

Abroger toutes les lois qui criminalisent les comportements consentants entre deux personnes de même sexe et cette, sur la base de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ces lois contribuent à nourrir la vulnérabilité des personnes atteintes du VIH du fait de leur marginalisation. Dans les pays où il n'existe pas de lois anti-homosexuelles, il faut mettre un terme aux arrestations, harcèlements et persécutions des personnes sur la seule base de leur orientation sexuelle.

Poursuivre en justice les auteurs d'attaques physiques et verbales contre les personnes homosexuelles, des expulsions d'écoles ou de discriminations au logement, ainsi que tout autre forme de harcèlement, de persécution et de violation de l'intégrité du corps humain. Étendre l'égalité de traitement dans les constitutions nationales pour y inclure l'orientation sexuelle. Stopper l'impunité des représentants publics et des individus dans leur discrimination et leur violence à l'égard de personnes homosexuelles ou lesbiennes.

Tisser des liens avec les organisations non gouvernementales locales et allouer des fonds en vue de l'amélioration des stratégies de prévention sur le VIH, le dépistage volontaire, les traitements et programmes de soins pour les homosexuels et lesbiennes au travers d'aides et de contrats gouvernementaux. Collaborer avec des organisations qui ont une expérience confirmée dans la mise en œuvre de tels programmes.

Distribuer des préservatifs, digue dentaires et lubrifiants dans les prisons et offrir des moyens pédagogiques en vue d'une compréhension efficace des systèmes de prévention contre la transmission du virus aux personnes incarcérées.

L'IGLHRC appelle le Gouvernement des Etats-Unis à :

Lancer un programme de recrutement de candidatures en Afrique spécifiquement pour la prévention du VIH, les soins et les programmes de traitement pour les homosexuels et les lesbiennes. S'assurer que les candidats ont une expérience quant à la mise en œuvre de programmes similaires, de préférence en Afrique et qu'ils soient associés à des organisations de défense des droits des homosexuels et lesbiennes.

Financer une étude complète sur les modes de transmission du virus VIH entre femmes ainsi que sur les vulnérabilités sociales des femmes lesbiennes et bisexuelles aux VIH.

Cesser de nourrir l'homophobie par la mise en œuvre de politiques de restriction de la reproductivité dans un but de santé publique qui consolident et accroît la stigmatisation à l'égard des minorités sexuelles. Annuler la Politique de la Ville de Mexico (*Global Gag Rule*) et « Prostitution Pledge ». Modifier la mise en œuvre de la politique d'ABC en vue d'éliminer la suprématie des programmes d'abstinence jusqu'au mariage. Promouvoir des moyens pédagogiques sur les risques de transmission du virus et leur réduction.

Inclure les lubrifiants et les digues dentaires dans les fournitures qui peuvent être financés sous les dotations PEPFAR et d'autres programmes de financement américains. Assurer que des préservatifs sont disponibles pour la distribution par des gouvernements et des ONG (organisations non gouvernementales) sans avertissements compliqués quant à leur inefficacité supposée.

Créer un petit fonds de subvention avec lequel les organisations LGBT africaines peuvent mettre en œuvre des projets pilotes sur le VIH; fournir les moyens d'une construction à long terme sous la forme de formations

et d'assistance technique pour augmenter le succès de ces initiatives. Utiliser ces projets afin de recueillir des informations sur l'efficacité de diverses techniques et stratégies en vue de diminuer la transmission de VIH entre personnes de même sexe.

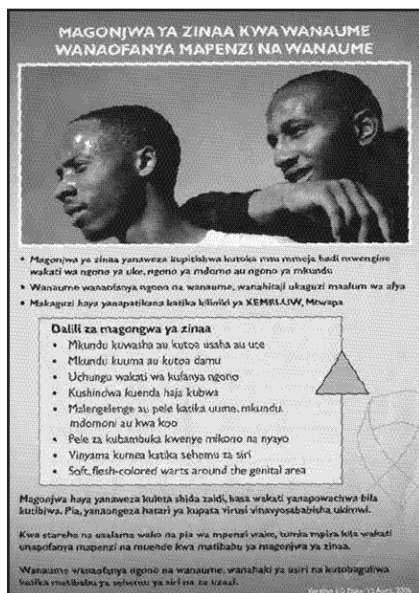
L'IGLHRC appelle les gouvernements d'états étrangers, le gouvernement des Etats-Unis compris, les associations et donateurs à :

Augmenter l'aide aux agences gouvernementales africaines, organisations internationales et locales prêtes à mettre en œuvre des programmes pour les personnes ayant des relations sexuelles avec des personnes du même sexe. Encourager les bénéficiaires mettant en œuvre des campagnes d'éducation au public à examiner les besoins des communautés homosexuelles et lesbiennes et à ajuster leurs approches au regard de leurs constatations.

S'abstenir de financer des projets ou des organisations discriminant ouvertement les homosexuels et lesbiennes ou prêchant la haine contre une personne en raison de son appartenance à une catégorie sociale protégée par le PIDCP (Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques)

L'IGLHRC Interpelle les organismes privés travaillant dans la lutte contre le VIH et le SIDA à :

Entreprendre des consultations appropriées avec des organisations LGBT de leadership en Afrique aussi rapidement que possible pour, conjointement, lancer une sensibilisation à la prévention du VIH, aux traitements et aux programmes de soins pour les personnes ayant des relations sexuelles avec des personnes du même sexe.



Brochure d'information en langue Swahili sur le HIV produite par l'International HIV/AIDS Vaccine Initiative

S'assurer que les homosexuels, les lesbiennes, et les bisexuelles ne soient pas exclus des messages pédagogiques inclus dans les programmes d'éducation au VIH et au SIDA à l'attention d'un plus large public. Promouvoir une représentation fidèle de la réalité des choix sexuels dans leur globalité.

Travailler avec des personelles sur le terrain pour y développer une politique qui promeut l'égalité et le respect pour les homosexuels et les lesbiennes dans l'accès aux programmes et aux services.

Créer des équipes incluant des homosexuels et des lesbiennes et leur fournir une aide pour qu'ils puissent jouer leurs rôles. Offrir un appui pour qu'ils puissent résister à l'homophobie dont ils auront à faire face à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation.

L'IGLHRC interpelle les organisations locales travaillant dans la lutte contre le VIH et le SIDA dans leurs pays respectifs à :

Développer des politiques de promotion de l'égalité et de respect pour les personnes ayant des relations sexuelles avec des personnes du même sexe qui assurent l'accès aux programmes VIH et aux services.

Assurer - par des invitations, de la publicité, des forums communautaires, des moyens promotionnels et autres moyens - que les personnes ayant des relations sexuelles avec des personnes du même sexe et les représentants des organisations de défense des droits des LGBT sont des participants invités et bienvenus aux évènements.

Aider les organisations de défense des droits des LGBT dans la conception et la réalisation de programmes de prévention du SIDA, des programmes de soins et des programmes de traitement. S'associer à des organisations LGBT pour les aider avec l'accès au financement et à la mise en œuvre d'une programmation sur le VIH pour les personnes ayant des relations sexuelles avec des personnes du même sexe.

Augmenter la disponibilité de préservatifs, y compris des préservatifs féminins. S'assurer que des lubrifiants compatibles au latex et des digues dentaires sont aux normes des « kits de sécurité sexuels » disponibles à tous.

International Gay and Lesbian Human Rights Commission
80 Maiden Lane, Suite 1505,
New York, NY 10038
phone: 212.268.8040 • fax: 212.430.6060
www.iglhrc.org